



Décision n° 2025-2183
de la présidente de l'Autorité de régulation
des communications électroniques, des postes
et de la distribution de la presse
en date du 3 novembre 2025
attribuant des ressources en numérotation à
la société BJT Partners

La présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse,

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L. 36-7 et L. 44 ;

Vu la décision n° 2021-2670 de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse en date du 9 décembre 2021 modifiée portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision n° 2018-0881 modifiée de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 24 juillet 2018 établissant le plan national de numérotation et ses règles de gestion ;

Vu la décision du 26 août 2024 portant délégation de signature pour les décisions prises en vertu des articles 1^{er} et 2 de la décision n° 2021-2670 du 9 décembre 2021 modifiée portant délégation de pouvoirs ;

Vu le dossier complet de demande de la société BJT Partners reçu le 28 octobre 2025, sollicitant l'attribution de ressources en numérotation ;

Décide :

Article 1. À compter du 3 novembre 2025, les ressources en numérotation indiquées dans le tableau ci-dessous sont attribuées, jusqu'au 3 novembre 2045, à la société BJT Partners (Siren : 480 234 210) pour une utilisation dans les territoires correspondants.

Type de ressources	Ressources attribuées	Territoire
Numéros polyvalents	02 58 53 2	Métropole
Numéros polyvalents	02 58 53 6	Métropole
Numéros polyvalents	02 59 38 3	Métropole
Numéros polyvalents	03 56 81 9	Métropole
Numéros polyvalents	04 49 37 4	Métropole
Numéros polyvalents	04 49 37 5	Métropole
Numéros polyvalents	04 51 39 1	Métropole

Article 2. La société BJT Partners acquitte, au titre des ressources attribuées à l'article 1^{er}, la taxe prévue à l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

Article 3. Conformément aux dispositions de l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques, les ressources attribuées à l'article 1^{er} ne peuvent pas être protégées par un droit de propriété intellectuelle. Elles ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse.

Article 4. Le directeur Internet, données, presse, postes et utilisateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société BJT Partners et publiée sur le site internet de l'Autorité.

Fait à Paris, le 3 novembre 2025

Pour la Présidente et par délégation

David EPELBAUM

Chef de l'unité Opérateurs et Obligations Légales